

LE RÔLE DE LA QUESTION HONGROISE DANS LES RELATIONS FRANCO-AUTRICHIENNES EN 1811 — 1812*

par

ERZSÉBET ANDICS

Metternich, devenu en 1809 dirigeant des affaires extérieures de l'Autriche et par là l'un des dirigeants de l'Empire tout entier a bientôt été confronté aux problèmes que posait au gouvernement de Vienne la situation spéciale de la Hongrie dans l'empire, différente des provinces héréditaires autrichiennes. Pas beaucoup de temps a passé depuis que la Diète hongroise a précisé de façon énergique dans l'article de la X. de sa session 1790/91: «Hungaria est regnum liberum, nilli alteri regno obnoxium». Les éléments de la Constitution féodale hongroise restreignant le pouvoir absolu du souverain Habsbourg ont été nombreux: la Diète hongroise convoquée de façon régulière devait approuver les lois, elle avait un droit de décision exclusif quant à l'imposition et le recrutement des soldats. Les comitats avaient aussi un pouvoir assez grand dans l'administration et la justice, et même dans la défense de la Constitution. Tout cela s'est fait valoir — même s'il s'exprimait souvent de façon passive — contre les mesures absolutistes. Cela devait être beaucoup ressenti à Vienne pendant les guerres napoléoniennes qui demandaient des efforts financiers et militaires extraordinaires et qui se sont soldés pour l'Autriche — comme on le sait — par des désastres militaires humiliants et des pertes territoriales et matérielles importantes.

Il faut y ajouter que le poids de la Hongrie était plus grand à cette époque dans l'empire entier tant de point de vue des rapports de forces intérieurs que de point de vue des affaires étrangères.

Quant aux rapports de force intérieurs après les défaites successives de l'Autriche et les graves conditions de paix, la Hongrie constituait la majeure partie de l'empire maintenant rétréci des Habsbourg et c'était la partie presque intacte des dommages territoriaux et matériels des autres provinces. Dans ces circonstances, le gouvernement de Vienne était obligé de s'appuyer sur la Hongrie plus que par le passé et compter avec elle. Mais l'importance de la Hongrie s'est agrandie de point de vue diplomatique aussi. La puissance et le prestige européens de l'Autriche déjà ébranlés par les défaites successives étai-

* Partie d'un essai plus grand.

ent encore sapés par les divergeances bien connues entre la Hongrie et le gouvernement de Vienne, elles devaient s'exprimer par une conduite d'opposition de la Diète hongroise et par sa politique protestationniste. Ami et ennemi savaient fort bien que la Hongrie était le point le plus vulnérable de l'empire des Habsbourg: son talon d'Achille. Lors des guerres napoléoniennes, cette grande transformation de la carte européenne, les ennemis de l'Autriche, et Napoléon en personne (ainsi que le tsar Alexandre I^{er}) pensaient exploiter — non sans fondement — les aspirations hongroises à l'indépendance pour affaiblir la maison d'Autriche.¹

Son poids agrandi à l'intérieur de l'empire, la Hongrie l'a conservé après la paix de Schönbrunn, malgré l'alliance et «l'amitié» franco-autrichiennes. A cette époque le gouvernement de Vienne a essayé de sortir de sa situation catastrophique par une «réforme des finances» tondant gravement la population: la valeur des billets de banque en circulation a été réduit à son cinquième. La clé du succès de cette réforme financière se trouvait surtout entre les mains de la Hongrie, plus spécialement de la Diète de Presbourg si la Hongrie trouve la patente impériale de dévaluation valable ou non. Tout roulait donc là-dessus. Ceci explique l'intérêt de Vienne, de l'étranger et surtout de la France pour le déroulement et la décision de la Diète hongroise.

Napoléon qui préparait déjà sa campagne de Russie n'était pas indifférent aux capacités financières et militaires de son allié autrichien et de l'appui que l'Autriche pouvait lui porter dans sa campagne. Dans le cas d'une décision favorable de la Diète hongroise «l'Autriche pourrait rétablir ses finances et se retrouverait en état de réunir, en très peu de mois, plus de deux-cent-mille hommes» — c'est ainsi que le ministre de France a informé son gouvernement.²

Les relations franco-autrichiennes à la veille de la campagne de Russie 1812 et la place que la Hongrie y tenait se montrent sous un jour intéressant d'une part dans les compte-rendus du ministre de France à son gouvernement, d'autre part dans les instances répétées de Metternich à ce sujet à l'empereur François, ainsi que dans ses instructions au ministre d'Autriche à Paris.

La Diète venait de s'ouvrir à Presbourg³ quand le duc de Bassano, ministre français des Affaires Etrangères a sommé de façon énergique le comte Otto ministre de France à Vienne, de chercher à se procurer des informations rapides et détaillées à n'importe quel prix sur la situation intérieure de l'empire des Habsbourg et surtout de ce qui se passe à la Diète hongroise. Le duc de Bassano a écrit: «Les dispositions politiques, celles de l'esprit public des provinces de la Monarchie et surtout celles de la Hongrie doivent donner lieu, de votre part à ces communications fréquentes. . . Vous aurez sans doute M. le Comte, pris des mesures pour être exactement informé de ce qui se passera à la Diète de Hongrie. J'approuverai les dépenses que vous seriez dans le cas de faire pour cet objet.»⁴

Avoir des informations rapides et précises n'était pas facile au ministre parce que — il le souligne plusieurs fois dans ses rapports — le gouvernement autrichien a cherché à cacher les faits défavorables en général, et ceux arrivés à la Diète hongroise en particulier. A cette fin il tenait, si possible, les diplomates étrangers à distance de ces lieux. «Tout ce qui est relatif à la Diète de Presbourg est tenu très secret» — dit amèrement le ministre de France.⁵ Cela

ne changeait pas. «...Le Gouvernement Autrichien ait soin de couvrir d'un voile épais les opérations de la Diète de Hongrie...» — dit-il plus tard aussi.⁶ Il devient de plus en plus évident que les espoirs basés sur l'adoption hongroise de la dévaluation étaient sans fondement. «Les discussions de la Diète de Hongrie prennent de plus en plus un caractère plus grave» — signale le comte Otto à Paris.⁷ Quelques semaines plus tard: «Le public de Vienne ne s'occupe que des rapport vrais ou faux qui lui arrivent de la Diète de Hongrie, et des espérances qu'on peut avoir d'un bon succès. Quoique le Gouvernement ait grand soin de faire répandre les nouvelles les plus favorables, tout le monde sait, qu'il y règne beaucoup de dessensions...»⁸ Cette circonstance était menaçante pour l'administration, elle pouvait augmenter les difficultés déjà grandes de l'empire dans les domaines financier et militaire.

Les rapports du ministre de France qui étaient en réalité destinés à informer Napoléon lui-même pendant ces mois critiques sur la véritable situation en Autriche, font aussi ressortir que Metternich, même si son ressort était de diriger les affaires extérieures (et il était encore là un *homo novus*) prenait soin de la façon la plus directe et la plus détaillée des affaires hongroises qui avaient à cette époque une grande importance aussi du point de vue de la politique extérieure. Les rapports du ministre de France renforcent la constatation que dès cette époque «Metternich a porté une attention particulière aux affaires hongroises» et que l'empereur François, évitant plusieurs fois les instances compétentes, s'est accommodé à l'opinion de Metternich. «Il était véritablement le conseiller, de l'empereur dans les affaires hongroises.»⁹ Le rôle que Metternich jouait là est caractérisé ainsi par le ministre de France: «M. de Metternich cherche à employer son influence pour gagner les têtes les plus exaspérées... Un autre but, que l'on peut supposer au Comte de Metternich, serait d'amener les principaux membres de la députation des Comitats à ne pas s'opposer à toute l'étendue de la munificence du Souverain envers lui.»¹⁰

Quels que fussent les efforts du gouvernement impérial autrichien et de Metternich avant tout, pour cacher la situation véritable de l'empire devant le ministre de France,¹¹ ce dernier a vite dû se rendre à l'évidence que le gouvernement ne pourrait guère briser la résistance hongroise contre la réforme financière qui posait une des difficultés les plus grandes. Les Etats hongrois interprétaient la dévaluation comme un relèvement grave des impôts, cependant la question de l'imposition était un domaine jalousement réservé de la Diète hongroise.

Sans aucun doute, la noblesse hongroise défendait la Constitution féodale avant tout pour conserver ses privilèges. Une des causes principales de son intransigeance lors de la Diète 1811/12 était que la dévaluation signifiait avant tout son imposition dans la mesure où elle a multiplié par beaucoup la somme de ses dettes déjà catastrophiquement grandes. Tout cela ne modifie en rien l'intérêt national, politique et matériel que la résistance des Etats hongrois pouvait avoir. «Les Hongrois détestent également la guerre et les impôts» — constate Otto¹² Au printemps 1812 il parle déjà des «résultats fâcheux de la Diète de Hongrie» en ajoutant: «L'on peut regarder comme un grand bonheur que les débats de cette Diète aient eu lieu dans une langue inintelligible pour les autres provinces de la Monarchie; ils auraient pu y produire la plus grande fermentation.»¹³

Le représentant diplomatique de la France n'a pas manqué d'observer non plus que le gouvernement de Vienne voulait — dans cette impasse — augmenter son autorité en soulignant de façon spectaculaire son amitié et alliance avec l'empereur français; en le soulignant, il voulait faire pression sur la Diète hongroise, il voulait la «faire chanter». Selon les termes du ministre de France: à Vienne «on veut faire un épouvantail pour les Hongrois...» de l'alliance franco-autrichienne.¹⁴ Quant à l'attitude du gouvernement autrichien à la Diète de Presbourg: «on a soin d'y ajouter tout ce qui peut servir à convaincre les Hongrois des rapports intimes, qui subsistent entre la France et l'Autriche. On assure, entre autres, que S.M. l'Empereur a dit, qu'il prenait le plus vif intérêt au rétablissement des finances de ce pays-ci, et qu'il était prêt à marcher à la tête des troupes, pour défendre l'Autriche contre les ennemis intérieurs et extérieurs...»¹⁵ Quant à la participation *militaire* de l'Autriche dans la campagne contre la Russie, voici ce que le ministre français rapporte dans les derniers jours de 1811: «Le public croit que cette alliance est déjà faite... Il est vraisemblable que le Cabinet de Vienne cherche à accréditer ces bruits... l'on veut toujours s'appuyer de la France pour agir sur l'esprit des Hongrois.»¹⁶

Le renvoi constant sur l'alliance avec la France en tant qu'élément de puissance n'a pas été que de pure parole; au fond, il y a eu des tentatives sérieuses pour faire intéresser Napoléon à la consolidation des affaires intérieures de l'empire des Habsbourg et par la même à celle de sa puissance extérieure. Entre autres, Metternich a trouvé bon de faire parvenir la patente sur la dévaluation au souverain français et d'exprimer humblement son espoir qu'elle lui plairait; en général il se confond en remerciements quand Napoléon porte attention aux affaires autrichiennes, etc. Cette attention, Metternich voulait la stimuler de toute façon.¹⁷ D'autres mesures importantes ont été également communiquées d'avance à Napoléon. Ainsi par exemple la réponse de refus rigide (rédigée par Metternich) que l'empereur François adressa le 5 janvier 1812 aux protestations de la Diète hongroise.¹⁸ Dans ses notes transmises à l'empereur François, Metternich soulignait de plus en plus que certaines difficultés intérieures devaient être dévoilées «sincèrement» dedevant Napoléon, évidemment dans le but de recevoir une aide à leur solution. Cette «aide» — bien sûr — ne pouvait être autre que parole d'autorité, moyen de puissance.

La situation se compliquait encore par le fait que les dirigeants de l'empire étaient partagés sur les questions les plus importantes. On sait bien que l'opposition était forte dans les sphères les plus hautes de l'administration quant à l'appui autrichien de Napoléon contre la Russie. A l'automne 1811 le ministre de France à Vienne note avec angoisse les relations anglaises du gouvernement autrichien et le fait que l'archiduc François recrute des officiers au service des Anglais, etc. Il tient encore plus importante l'influence des Russes séjournant à Vienne et naturellement extrêmement anti-français. De ces derniers, il dit: «par leur représentation, dépenses et par leurs rapports journaliers avec les familles principales, jouissent ici de trop grande influence.»¹⁹ Dans la question du ralliement de l'Autriche à la campagne 1812 contre la Russie, Metternich devait vaincre presque tout seul la résistance des cercles les plus hauts. Dans ce but, il était prêt à employer tous les moyens — permis ou non. (Nous pensons à ses intrigues connues contre l'impératrice Maria-Ludovica et les archiducs

francophobes, à l'ouverture de leurs lettres, à leur dénonciation, etc.) L'issue de ce combat restait incertain pendant longtemps. A l'automne 1811 le ministre de France a fait le rapport suivant de la position de Metternich — d'après des renseignements confidentiels — : « L'Impératrice, ne pouvant agir directement sur les affaires, se contente de décrier M. de Metternich . . . ; le ministre suit de bonne foi la marche, qu'il s'est tracée; mais il est si mal dans des affaires et si faiblement appuyé, qu'au premier orage il se verra obligé de changer de parti, uniquement pour se maintenir. »²⁰

Le moment était vraiment décisif du point de vue de la carrière ultérieure de Metternich aussi.

*

Dans les circonstances données quand le pouvoir central avait urgemment besoin d'argent et de soldats, la tendance s'est renforcée dans les milieux gouvernementaux de Vienne de supprimer la position « privilégiée » de la Hongrie à l'intérieur de l'empire et de la mettre au même niveau que les provinces héréditaires autrichiennes gouvernées de façon absolutiste. « Die Änderung der ungarischen Verfassung erschien einflussreichen Männern in hohem Grade wünschenswert — dit Springer de ces années-là. Il était admis dans leurs milieux qu'à l'époque des guerres menées contre Napoléon, c'était la Constitution féodale qui — de la part de la Hongrie — « die energische Mitwirkung zur Verteidigung der Monarchie verhindert habe. »²¹

La conduite intransigeante de la Diète de 1811 dans la question de la dévaluation a augmenté la colère déjà grande des gouvernants de Vienne contre la Hongrie. L'opinion dominait de plus en plus qu'il était nécessaire et possible d'être plus énergique en s'appuyant sur l'alliance avec Napoléon. On trouvait l'empereur François trop indulgent. « Il aurait dû montrer du caractère, d'autant qu'il est l'allié de l'Empereur Napoléon » — dit le ministre de France en se référant à ces milieux.²² Metternich aussi souligne la nécessité des pas énergiques contre la Diète hongroise. « . . . La constitution même pourrait courir des risques, si les idées égarées de quelques meneurs n'étaient point abandonnées. . . » — rapporte-t-il au ministre qui ajoute non sans ironie: « L'attitude de l'Empereur et du ministère n'a pas été aussi ferme qu M. de Metternich a voulu me le faire accroire. . . »²³

Pourtant, le projet d'un coup d'Etat en Hongrie prenait de plus en plus forme. Son auteur n'était autre que Metternich qui était d'ailleurs de l'avis que la constitution hongroise très « étroite » et « limitant les droits du souverain » était une charge lourde et insupportable pour l'empire. Il avait la part du lion dans l'extrême aiguité des rapports entre la Diète hongroise et le gouvernement. Tenant compte de l'intérêt de Napoléon à la large participation de l'Autriche dans la campagne contre la Russie et d'autre part de la volonté de l'empereur François à supprimer les difficultés hongroises, Metternich a entrepris une combinaison politique d'envergure. L'action contenait deux idées essentielles. D'abord, il fallait convaincre Napoléon que ce sont les droits constitutionnels hongrois et la résistance de la Diète qui font obstacle à la participation importante de l'Autriche dans ses plans; du même coup il fallait obtenir son appui à la solution militaire de la « question hongroise », c'est-à-dire au coup d'Etat. Quant

au souverain Habsbourg, Metternich faisait de grands efforts pour le convaincre à aller contre la Russie, malgré la volonté de l'aristocratie en majorité francophile. Pour arriver à ses fins il argumentait avec le «tournant» depuis longtemps désiré en Hongrie. L'alliance *militaire* avec Napoléon rend possible de mettre fin une fois pour toutes aux difficultés relatives à la Hongrie; le souverain ne peut ne pas exploiter cette occasion.²⁴

Dans son rapport de novembre 1811 à l'empereur François, Metternich dit que c'est un *intérêt vital* de l'Autriche que de ne pas rester neutre dans la prochaine guerre contre la Russie mais de se mettre du côté de Napoléon. «Die Ergreifung *keiner* politischen Partei in dem bevorstehenden Kriege ist meiner innersten Überzeugung nach der sichere und *unvermeidliche Untergang der Monarchie.*» C'est l'idée fondamentale du rapport. Une des causes des maux intérieurs catastrophiques, il la voit dans la Diète hongroise. «Unsere *inneren* Verhältnisse sind nicht nur in einem verwickelten Zustande, sondern in der bedenklichsten aller Lagen. Die grosse im Januar 1811 beschlossene Finanz-Reform ist vor sich gegangen ohne ihre volle Execution erhalten zu haben. Die eine Hälfte der Monarchie²⁵ bekämpft noch das System selbst. Unsere Kassen sind geleert; zu einer ausgiebigen Hilfe für die Zukunft dürfte der gegenwärtige ungarische Landtag nicht zu bewegen sein.»²⁶

Quelques jours après, le 3 décembre, Metternich envoie — sans doute avec un consentement impérial — «l'instruction» suivante, très énergique, au prince Schwarzenberg, ministre d'Autriche à Paris: «Quoiqu'il en puisse être, V[otre] A[ltesse] s'expliquera toujours vis-à-vis de l'Empereur des Français dans un sens qui puisse lui prouver, que l'Empereur [François] compte autant sur l'attachement de ses peuples, qu'il reconnaît l'incohérence de la Constitution qui régit la Hongrie. Il serait fort intéressant de savoir comment l'Empereur Napoléon juge la question du renversement de cette Constitution, et V[otre] A[ltesse] voudra bien ne pas négliger de sonder là-dessus le terrain, et de nous informer des résultats de ses observations.»²⁷ L'instruction se termine par les conseils suivants: «Vous trouverez toutefois, Mon Prince, de grandes ressources dans la position des affaires hongroises, dans le cas où il s'agirait de nuancer vos explications sur nos rapports politiques avec la France, de manière à entrevoir de l'intérêt à faire ressortir l'étendue de nos efforts militaires futurs, en leur opposant la gêne que nous fait éprouver la marche de la Diète Hongroise, ou bien à établir l'impossibilité de les augmenter en appuyant vos preuves sur cette même cause.»²⁸

Mais l'initiative de Metternich n'a pas obtenu l'appui de Napoléon. L'empereur des Français, malgré son accord de principe, ne trouvait pas la situation générale opportune à pareille entreprise. Le prince Schwarzenberg qui a demandé — conformément à la consigne du 3 décembre 1811 — audience à Napoléon pour le gagner au projet, a dû rapporter ce qui suit de leur entrevue: «Elle [Sa Majesté l'Empereur] commença par la demande sur les affaires de la diète; l'Empereur trouva la conduite des Hongrois hautement blamable; tout en applaudissant à la résolution inébranlable de notre Auguste Souverain de mettre fin à un ordre des choses aussi peu convenable, il n'en approuva pas moins l'ajournement des mesures, dont l'exécution n'en serait pas moins facile à une époque postérieure.»²⁹ Le ministre français des Affaires Étrangères a interprété la même point de vue à Schwarzenberg. «Le Ministre me répondit —

dit le rapport du ministre d'Autriche — qu'il était pénétré comme moi du vice de la constitution hongroise, qui gênait la marche d'une bonne administration, et qu'il était nécessaire de la changer, mais qu'il croyait aussi qu'il valait mieux d'ajourner les mesures pour employer nos moyens aux grands intérêts du moment.»³⁰

Metternich tenait à son projet de renverser la constitution hongroise et voulait toujours gagner l'appui de Napoléon. En janvier 1812 il envoie une nouvelle instruction au ministre d'Autriche Schwarzenberg. «Il ne saurait échapper à l'Empereur Napoléon, que la marche des affaires hongroises doit influencer essentiellement sur le plus ou le moins de moyens que nous pourrions mettre en campagne... Les intentions de notre Auguste Maître dans la question générale sont invariables.»³¹

Dans un nouveau rapport à l'empereur François, fait le 15 janvier 1812, c'est ainsi que Metternich résume les mesures auxquelles il [François] a déjà consenti: «*die Ergreifung einer aktiven Partei in dem künftigen unvermeidlichen Kriege zwischen Frankreich und Russland, — die Auflösung der ungarischen Verfassung zur gemessensten Zeit.*»³² Il souligne que la solution des deux tâches est inséparable, elles se conditionnent et sont toutes les deux problèmes *vitaux* pour la Monarchie. «Auf eine bewunderungswürdige Weise greifen die äusseren Verhältnisse der Monarchie so genau in die *inneren*, dass auf ganz verschiedenen Wegen die Bestimmung Eurer Majestät über beide, sich auf den Punkten der unerlässlichen Notwendigkeit berühren, Euere Majestät können ohne die eine oder die andere der eben benannten Massregeln, den Staat nicht ferner erhalten und die eine ist ohne die andere nicht ausführbar.»

Pour prouver que «die zwei Unternehmen völlig unzertrennlich unter sich sind — Metternich souligne pour affermir le souverain «...Euere Majestät ohne Umwälzung der Verhältnisse der grösseren Hälfte des Reiches»³³ den Staat nicht ferner zu leiten vermögen und diese Umwälzung, wie ich oben bewies, ohne Krieg nicht möglich wird...» Seulement «des gens aveugles» (Verblendete) peuvent conseiller au souverain de ne pas participer à la campagne contre la Russie et de rester neutre. L'argument majeur de Metternich, avec lequel il croit impressionner le plus l'empereur François, c'est toujours l'occasion historique, unique, pour faire le tournant (il l'appelle tantôt «Umwälzung», tantôt «Revolution») en Hongrie, à relativement bas prix. On ne peut pas laisser échapper cette occasion! Metternich pose la question (à effet oratoire): «ob in dem Falle Euere Majestät kein Observations-Corps in Galizien aufstellen, und aus demselben Grunde ebenfalls keine Truppen-Verlegung nach Ungarn stattfinden, wenn Allerhöchstdieselben demnach den Ausgang des künftigen Krieges in Ruha abwarteten, um alsdann die ungarische Revolution zu beginnen: ob in jenem Zeitpunkte die Vernichtung der Konstitution möglich wäre?» Puis il continue ainsi: «Die Beantwortung dieser Frage liegt in der Unmöglichkeit zu bestimmen... welches die Gesinnungen des französischen Kaisers über die ungarische Frage sein würden. Nun lässt sich letztere mit seiner vollsten Zustimmung vorbereiten; alle Massregeln zu dem grossen Unternehmen lassen sich berechnen, der Tag, an welchem der Schlag zu geschehen haben wird, kann durch uns, ohne irgend einen politischen Umstand, selbst bestimmt werden; die Armee, welche ihn auszuführen haben wird, wird bereits an Ort und Stelle sein; die Hälfte des Unternehmens ist sodann bereits

vollbracht, wenn es unter anderen Verhältnissen eigentlich erst zu beginnen hätte.»

L'idée revient sans cesse, comme des coups de marteau répétés. *«Ohne den Umsturz der ungarischen Verfassung und ohne neue Verhältnisse und Grenzen der Monarchie ist an kein Heil zu denken.»*

Les projets de 1811-12 de Metternich pour renverser la constitution hongroise revêtent une importance européenne si l'on considère qu'ils étaient appelés à dissiper les dernières craintes de l'empereur François quant au ralliement à la campagne de Russie de Napoléon.³⁴

Le rapport du 15 janv. 1812 de Metternich à l'empereur François contenait aussi des propositions opératives sur la façon de faire le coup d'Etat en Hongrie, insistant sur le secret absolu des préparatifs. Metternich a exposé que la troupe auxiliaire qui sera mise à la disposition de Napoléon «bestünde aus den in Galizien bereits befindlichen ungarischen und galizischen Regimentern... Gleichzeitig mit diesem Corps, welches so viel tunlich in der Stille zum Kriege ausgerüstet werden könnte, würden die zu dem nötigsten Garnisonsdienst nicht erforderlichen deutschen Regimenter nach Ungarn verlegt und daselbst einstweilen bis zu dem Tage ihrer Bestimmung im Innern als ein Reserve-Beobachtungscorps gegen Serbien aufgestellt werden.»³⁵ Metternich a aussi informé le ministre d'Autriche à Paris, Schwarzenberg sur les regroupements militaires projetés.³⁶ «Au cas de consentement par Napoléon — dit Wertheimer — tout a été préparé pour renverser la constitution hongroise. Le paraphe impérial était prêt qui — en destituant l'archiduc Joseph — confiait à un autre membre de la maison impériale l'exécution du coup d'Etat.»³⁷

Donc, malgré la réponse temporisant et évasive de Napoléon, Metternich n'a pas cessé d'insister sur l'introduction d'une direction absolutiste en Hongrie par des moyens violents. Il n'a pas cessé de s'occuper de la réalisation de ce projet même jusqu'aux détails. Conformément à cela, il a ordonné à Schwarzenberg qu'il cherche à faire comprendre avec Napoléon l'importance de la question hongroise du point de vue de la situation extérieure et de la puissance militaire de l'Autriche. Les instructions envoyées à Paris soulignaient toujours que l'empereur François n'a pas renoncé à sa ferme détermination concernant la Hongrie. Cela est dicté par «eiserne Notwendigkeit», il n'attend que le moment opportun. «S[a] M[ajesté] I[m]périale avec un plan fixe et un calme inébranlable remet la défense de son bon droit au jour qui lui paraîtra le plus propre à cette grande entreprise; la diète sera très incessamment dissoute, et dès ce moment nous louvoyons en attendant que nos moyens soient prêts et que nous jugerons l'époque venue de frapper le coup décisif.»³⁸

Sur la base de tout cela, nous ne pouvons pas être d'accord avec l'opinion selon laquelle la peur des Hongrois d'une conjonction Habsbourg-Napoléon, considérée par eux comme un «danger mortel» ne se fondait que sur des «rumeurs de Vienne».³⁹

Le projet de Metternich avait des conditions réelles. Le renversement violent de la constitution hongroise n'a pas eu lieu en 1812 uniquement parce que Napoléon concentrait toute son attention sur la préparation et l'organisation de la campagne de Russie. La déroute de la «Grande Armée» française a mis fin à l'alliance franco-autrichienne et aux espérances attachées — surtout par Metternich — à cette alliance. Sans aide extérieure, le projet de Metternich

ne pouvait pas être exécuté. La conduite de la Diète hongroise et tout l'état d'esprit du pays n'apas laissé de doute sur la résistance qu'aurait rencontré l'attaque projetée contre les lois et les droits du pays. Les plus haut milieux viennois étaient de plus en plus pénétrés de l'avis que pareille initiative contre la Hongrie déjà assez explosive aurait été «une mèche enflammée jetée dans un baril à poudre»; le palatin Joseph et d'autres encore parlaient de plus en plus souvent de l'échec déplorable des efforts de centralisation de Joseph II.

Plus tard, Metternich a voulu jeter le voile même sur le souvenir de ses tentatives de 1811-12. Dans ses mémoires écrits en 1844 (Autobiographische Denkschrift) il dit laconiquement que la résistance de la Diète hongroise de 1811-12 contre la dévaluation l'a convaincu qu'il fallait mieux consolider le pouvoir central dans l'empire. «Was sich... bei diesem Anlasse mir aufdrängte, war das unabweisliche Bedürfnis nach Stärkung der Zentralgewalt.»⁴⁰ Au même endroit, il rend compte du déroulement de la Diète, non conformément à la vérité. «Die Einführung des neuen sogenannten Finanzsystems erheischte die Abhaltung eines ungarischen Landtages, ohne dessen Mitwirkung dieselbe nicht möglich gewesen wäre. Nach grossem Widerstande verliehen die ungarischen Stände der erwähnten Finanzmassregel im Königreiche Gesetzeskraft.» En réalité, la Diète 1811-12 *se refusait* à valider c'est-à-dire à promulguer la patente de dévaluation compromettant gravement le pays. Après neuf mois de délibérations sans résultat, le souverain a dissous la Diète et a fait exécuter — malgré les lois — la dévaluation par voie d'ordonnance.

En été 1812 déjà, Metternich voyant qu'il ne peut compter sur l'aide de Napoléon commence à se rendre à l'évidence des difficultés d'«Amalgamierung Ungarns»: c'est un «Riesenwerk», une tâche ardue dont il est difficile de trouver le moyen. Tout cela ne signifie pas qu'il ait renoncé à l'idée elle-même. Il faisait sans cesse de nouvelles tentatives, tissait de nouveaux projets pour mettre fin au dualisme insupportable selon lui qui existait entre les provinces héréditaires gouvernées de façon absolutiste et la Hongrie ayant une constitution féodale. Il voulait mettre fin une fois pour toutes à la «question hongroise» qui faisait des soucis constants au gouvernement viennois. Metternich était et restait un adversaire rigide des droits constitutionnels de la Hongrie. Le seul enseignement qu'il a dégagé de la tentative échouée de 1811-12 est que si cette question ne peut être résolue militairement, alors il doit l'être par des moyens *politiques*.

Notes

¹ Comme on le sait, Napoléon, lors de la campagne 1809, est allé jusqu'à sommer les Hongrois de se séparer de l'Autriche. «Hongrois! Le moment est venu de recouvrer votre indépendance — disait sa proclamation de Schönbrunn du 9 mai 1809. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions... Je ne veux rien de vous; je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur...» etc., etc.... (Correspondance de Napoléon Ier, XIX, Paris, 1865, p. 13-14.). Quoique la proclamation ait été largement diffusée en plusieurs langues (sa version hongroise est due à Bacsányi), sous forme d'affiches et de tracts (voir instructions de Napoléon au duc de Neuchâtel le 23 juin 1809. Idem p. 109.), l'opinion publique hongroise n'y a vu qu'une diversion de guerre et cela en était une vraiment, tout comme les menaces de Napoléon pendant les négociations de paix de supprimer la féodalité dans les provinces autrichiennes qu'il tenait, d'introduire le Code Napoléon

et de séparer «les trois couronnes» de la dynastie des Habsbourg. (Napoléon — Champagny, le 19 août 1809. Idem p. 426 — 431.)

² Comte Otto — Duc de Bassano, le 4 sept. 1811. Paris, Archives de Affaires Etrangères, Correspondance Politique, Autriche. Volume 390. Folio 134 — 135.

³ Cette Diète se tenait du 25 août 1811 au 20 mai 1812.

⁴ Bassano — Otto, au 30 août 1811. Idem Vol. 388. Fol. 386 — 387.

⁵ Otto — Bassano, le 14 août 1811. Idem Vol. 390. Fol. 98.; voir de même Otto — Bassano, le 4 sept. 1811, 25. Idem Fol. 134 — 135, 198 — 199.

⁶ Otto — Bassano, le 15 mars 1812. Idem Vol. 392. Fol. 178 — 180.

⁷ Otto — Bassano, 25 sept. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 198 — 199.

⁸ Otto — Bassano, 6 oct. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 248 — 249.

⁹ Wertheimer E., La Diète hongroise 1811 — 1812. Budapest. 1899. p. 151 — 152, voir encore id. pages 38, 89, 154, etc....

¹⁰ Otto — Bassano, 18 sept. 1811. Affaires Etrangères. Cor. Pol. Autriche. Vol. 390. Fol. 178 — 179. Au milieu de tous ses efforts à cette fin Metternich avait soin aussi à ce que la presse française ne puisse attiser avec ses nouvelles l'esprit d'opposition de la Diète hongroise. Le comte Otto transmet ainsi la demande du ministre autrichien des Affaires étrangères à son homologue français: «Le Cte de Metternich espère que les journalistes français ne se permettront aucune observation, qui puissent agiter les esprits à Presbourg... Le ministre m'a dit, que sous ce rapport, il comptait particulièrement sur les bons offices de V[otre] E[xcellence].» — (Otto — Bassano, le 25 août 1811. Id. Vol. 390. Fol. 116 — 117.) Bassano a satisfait à la demande: «... Je n'ai laissé insérer dans le Moniteur aucun article sur la Diète de Hongrie» — répond-il. — (Bassano — Otto, 19 oct. 1811. Id. Vol. 388. Fol. 434.) Cela a suscité une grande satisfaction à Vienne. «... Le silence du Moniteur sur les affaires de la Hongrie est considéré ici, comme un nouveau témoignage des dispositions amicales de la Cour de France.» (Otto — Bassano, 2 déc. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 351 — 353.)

¹¹ Otto ne cessait de se plaindre là-dessus: «D'après ce système, il s'efforce de dissimuler l'état déplorable de la Monarchie... Il désire, que je ne voie que par ses yeux. Il promet de me dire la vérité sur tout; mais comme ses protestations sont très illusoire, je me permets de Vous soumettre mes aperçus, que j'ai lieu de croire beaucoup plus exacts.» — Otto — Bassano, 15 janv. 1812. Id. Vol. 392. Fol. 26 — 27.

¹² Otto — Bassano, 8 oct. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 250 — 251.

¹³ Otto — Bassano, 1er mai 1812. Id. Vol. 392. Fol. 399 — 400. — Il cite entre autres le reproche passionné d'un député contre l'Autriche. «Veut-elle nous mettre sur le même pied, que l'Irlande est à l'égard de l'Angleterre, ou bien sur le pied d'une colonie?» — Otto — Bassano, 2 sept. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 191 — 192.

¹⁴ Otto — Bassano, 20 oct. 1811. Id. Vol. 388. Fol. 439 — 442. — «Lettre confid. pour le ministre seul.»

¹⁵ Otto — Bassano, 7 sept. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 140 — 142.; voir de même Otto — Bassano, 3 oct. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 223 — 230.

¹⁶ Otto — Bassano, 28 déc. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 400 — 401.

¹⁷ Metternich — Otto, 19 mars 1811. Id. Vol. 388. Fol. 205 — 208. voir également Otto — Bassano, 20 février 1811. Id. Vol. 388.

¹⁸ Otto — Bassano, 15 janvier 1812. Id. Vol. 392. Fol. 26 — 27.

¹⁹ Otto — Bassano, 20 oct. 1811. Id. Vol. 388. Fol. 439 — 442.

²⁰ Idem. «Il est certain que les dispositions ici sont contre la France, c'est un mouvement de la nature produit par les torts et les pertes que les autrichiens ont souffert, mais la peur glace leur cœur... L'armée autrichienne est nombreuse et d'une belle tenue, mais on travaille à lui glacer le cœur, en disant qu'il faut craindre les français.» — a communiqué Pozzo di Borgo à Saint Pétersbourg. (A. A. Vasilchikova, Semeistvo Razoumowskich. T. 4/II. Saint Pétersbourg 1887. p. 297 — 298.) Celui, qui — pour ainsi dire — a suggéré cette peur, c'était, avant tout Metternich et son entourage. Il est connu que Metternich a cru inébranlablement dans l'invincibilité de Napoléon même quand la défaite en Russie de la Grande Armée était déjà généralement connue. En effet il a démesurément admiré en Napoléon l'homme, qui a maîtrisé la révolution et l'a considéré comme exemple de ce point de vue jusqu'à la fin de ses jours. Les partisans russes, qui ont défendu leur patrie contre l'invasion de Napoléon, il traite de «brigands et de voleurs de grands chemins au nom de l'empereur Alexandre.» (C. de Grunwald, Metternich et Alexandre Ier, Le Monde Slave 1938/I. p. 40.) Dans la suite il a aussi condamné le mouvement national-populaire patriotique qui se formait en Allemagne contre Napoléon. (Voir entre autres A. A. Narochnickij, Narod i pravitelstva v voine 1813 g.... Voprosi Istorii 1963/3. p. 181 — 189.)

²¹ A. Springer, *Geschichte Österreichs seit dem Wiener Frieden 1809...* I. Teil. Leipzig, 1863. p. 75. Cependant, il y a eu des voix jusqu'aux milieux les plus hauts qui invitaient à prudence. Ainsi, l'archiduc Joseph, frère du souverain et palatin de la Hongrie a dit dans son mémoire adressé à l'empereur qu'en ce qui concerne la Hongrie et la Transylvanie: «L'Autriche a garanti leur constitution vieille de 800 ans et leurs privilèges dans des accords fondamentaux... une tentative à les «compromettre» se heurterait à des résistances plus vives qu'au temps de Joseph II. Leur oppression n'irait pas sans effusion de sang et les Hongrois résisteraient au gouvernement encore plus fort que les Polonais et profiteraient de chaque occasion pour secouer leur joug.» — Le mémoire du palatin Joseph, daté du 21 juillet 1810. S. Domanovszky le cite dans «József nádor élete». [La vie du palatin Joseph] Vol. I. 2^e Partie Budapest, 1944. p. 323—324.

²² Otto — Bassano, 21 sept. 1811. Affaires Étrangères. Cor. Pol. Autriche. Vol. 390. Fol. 191—192.; voir encore Otto — Bassano, 20 oct. 1811. Id. Fol. 265—267.

²³ Otto — Bassano, 4 oct. 1811. Id. Vol. 390. Fol. 226—331.

²⁴ Metternich a sans doute été inspiré par le fait qu'il venait d'apprendre que Napoléon ne perdait pas de vue la Hongrie même après la paix et son intérêt — en tant qu'allié de l'Autriche — était cette fois du signe contraire. Au printemps 1810, au cours d'une conversation importante sur les affaires intérieures de l'empire des Habsbourg, il a «amicalement» prévenu Metternich: «Il faut que vous songiez à réformer la Hongrie, sans quoi vous ne serez jamais essentiellement forts.» (Metternich — Kaiser Franz. Vortrag. 4 avr. 1810. Aus Metternichs Nachgelassenen Papieren. Vol. II. p. 331.) Au cours des pourparlers assez francs Napoléon a d'ailleurs avoué que sa «garantie de la constitution hongroise», qu'il a proclamé au cour de la campagne de 1809 n'était qu'une action de diversion semblable à la fabrication de plusieurs millions de faux billets autrichiens. — Id.

²⁵ La Hongrie.

²⁶ Metternich — empereur François, 28 nov. 1811. — Aus Metternichs Nachgelassenen Papieren, vol. II. p. 426—438.

²⁷ Metternich — Schwarzenberg, 3 déc. 1811. — STAW. Staatskanzlei. Frankreich. Weisungen 1811. W. 633. Karton 213. N. 4. «L'instruction...»

²⁸ Idem. Pour faire un plus grand effet sur Napoléon, Metternich a joint à sa consigne en langue latine: «Extrait de premier article des doléances des Etats du Royaume de Hongrie présentées à Sa Majesté dans la Diète de 1811.»

²⁹ Schwarzenberg — Metternich, 1811. 17. dec. StAW. Staatskanzlei. Frankreich. Rapports. N. 26. W 634. Fol. 41—48.

³⁰ Schwarzenberg — Metternich, 17 déc. 1811. Id. Fol. 31—34. Le ministre de France à Vienne a informé son Ministre dans un rapport confidentiel en janvier 1812 sur les nouvelles répandues dans la Cour viennoise. Selon ce rapport, l'empereur François a fait connaître au palatin revenant de Presbourg l'opinion de Napoléon sur la question hongroise dans ces termes: «Ce monarque avait dit à M. le Prince de Schwarzenberg, que dans le moment actuel, les intérêts de l'Europe étaient si compliqués, qu'il ne conseillait pas de toucher à la Hongrie. — L'Empereur François n'a pas manqué de faire connaître à son frère que l'Empereur Napoléon n'avait pas vu de bon oeil la résistance des Etats de Hongrie aux demandes et aux volontés de leur Souverain». — Otto — Bassano, 4 févr. 1812. Affaires Etrangères. Cor. Pol. Autriche. Vol. 392. Fol. 83—87.

³¹ Metternich — Schwarzenberg, 11 janv. 1812. STAW. Staatskanzlei. Frankreich. Weisungen. W 634. Fol. 61.

³² Metternich — empereur François, 15 janv. 1812. StAW. Staatskanzlei. Vorträge 1811—1813. Aus Metternichs Nachgelassenen Papieren. Vol. II. p. 438—442.

³³ La Hongrie

³⁴ En effet, comme on le sait, l'Autriche n'est pas restée neutre en 1812; elle a participé à la campagne avec une «troupe auxiliaire» forte de 30 000 hommes. Cela était dû avant tout aux efforts obstinés et à l'influence agrandie de Metternich.

³⁵ Metternich — empereur François, 15 Januar 1812. Aus Metternichs Nachgelassenen Papieren. Vol. II. p. 441.

³⁶ Voir. J. Hochbaum, *Metternich und der Ungarische Landtag 1811—1812.* — Diss. Wien 1935. p. 80.

³⁷ Wertheimer op. cit. p. 145.

³⁸ Metternich — Schwarzenberg 27 janv. 1812. Wertheimer le cite op. cit. p. 205.

³⁹ Voir Domanovszky op. cit. p. 331.

⁴⁰ Aus Metternichs Nachgelassenen Papieren. Vol. I. p. 120.